



Répression politique p. 4

Entre la violence du capitalisme et le besoin de changer le monde, que faire?



Forêt boréale p. 6

Clôde de Guise se demande s'il y a une réserve de papier-cul au nord du 49<sup>e</sup> parallèle.



Consommation p. 8

Le Couac Dinner a testé des jouets sécuritaires pour vous aider à instruire vos enfants.

# Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 6 • n° 12

Septembre 2003

3,50 \$



## La carte à Coderre est une escroquerie



« système » et le terrorisme. Mais les vrais fraudeurs ne sont pas tant les fabricants de fausses cartes que les marchands de science-fiction qui tentent de convaincre la population canadienne de dépenser des milliards, en pure perte, dans une technologie non éprouvée. (Voir autre texte: Faux et usage de faux en page 3)

Selon le sinistre, il y aurait trop de documents servant à identifier les citoyens (permis de conduire, numéro d'assurance sociale, passeport, carte d'assurance maladie, etc.) « Il y a toute sorte de documents qui existent à gauche et droite. (...) Il faut qu'on ait ce débat sur la gestion même de ces documents », dit-il. (*Le Devoir* 12-8). Dans un dossier consacré aux cartes d'identité, l'organisme de défense du droit à la vie privée Privacy International, cite des études faites en Australie, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas concluant que plus une carte est « universelle », plus son détenteur peut obtenir de services, plus elle est convoitée par les faussaires. Logique.

La vie privée d'un citoyen est éparpillée dans une multitude de bases de données indépendantes les unes des autres. La création

**L**E NOUVEL ÉMULE CANADIEN de Big Brother s'appelle Denis Coderre, ci-devant ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Le Gros Coderre veut lancer un débat public cet automne sur l'opportunité de créer une carte d'identité nationale « standardisée » à « haute sécurité » contenant des données biométriques, soi-disant pour éviter le vol d'identité, les fraudes contre le

d'une carte universelle donnera accès à l'ensemble de ces bases de données. Apparemment, les journalistes des grands médias ont la mémoire courte. Ils ont déjà oublié le démantèlement, en mai 2000, du Fichier longitudinal sur la main-d'oeuvre du ministère de

**Prochainement au petit écran: Le scandale de la carte d'identité biométrique canadienne. La Vérificatrice générale déclare que la carte biométrique est un échec après avoir coûté 10 milliards. Denis Coderre est nommé ambassadeur à Kaboul.**

Développement des ressources humaines Canada (sic), après que le commissaire à la vie privée en eut dénoncé l'existence, dans son rapport annuel. La carte du Gros Coderre, c'est le Fichier longitudinal amélioré, ajouté au scandale du programme d'enregistrement des armes à feu.

Vous pouvez être assurés que ça va coûter la peau des fesses en équipement « de pointe » toute cette histoire, tant pour le secteur public que pour les banquiers et les commerçants, qui vont nous refiler la facture, comme d'habitude. Des milliards de dollars normalement destinés aux services sociaux seront détournés par cette nouvelle magouille politico-financière. Les Canadiens vont se faire voler leur droit à la vie privée et leurs services sociaux, en échange d'une carte de plastique aussi inutile que coûteuse. Le seul volet qui risque de bien fonctionner est le fichier de l'ensemble des Canadiens, avec leurs empreintes digitales ou leur ADN. La carte d'identité biométrique est une escroquerie.

Prochainement au petit écran: Le scandale de la carte d'identité biométrique canadienne. La Vérificatrice générale déclare que la carte biométrique est un échec après avoir coûté 10 milliards. Denis Coderre est nommé ambassadeur à Kaboul.

JACQUES BOUCHARD

### Mariage homosexuel

Le Vatican condamne le mariage homosexuel. Vade rectum satanas.

### Terrorisme saveur noisette

Le gouvernement américain soupçonne un écureuil palestinien de s'être fait calcliner intentionnellement les gencives en rongant une ligne à haute tension pour provoquer la mégapanne de courant du 14 août dernier. L'attentat n'aurait toujours pas été revendiqué.



**SOUTENEZ UNE PRESSE LIBRE ET VIVANTE EN APPUYANT LE COUAC! ABONNEZ-VOUS! www.lecouac.org**

### Boum!

La foudre s'est abattue le 4 août sur l'immeuble du Journal de Montréal, ne perturbant pas vraiment ses activités (quel dommage!). Quelques minutes après l'incident, les employés ont reçu une circulaire interne du président dictateur général (PDG) de Québec Média, Pierre-Karl Péladeau: « si vous ne consentez pas à réduire vos conditions de travail et à renier votre syndicat, je ferai la foudre s'abattre encore une fois sur vos têtes ».

### Les affaires sont les affaires

Affaire Enron: les banques JP Morgan, Citigroup, Toronto Dominion et CIBC ont contribué à la fraude et aidé à maquiller les documents comptables. N'est-ce pas ce qu'on appelle, ailleurs, le crime organisé?

### Pour nez fins

La Commission d'aménagement du Comté d'Ottawa vient de produire une brochure *scratch-and-sniff* pour sensibiliser les citoyens ruraux aux bonnes odeurs fermières (AP 06-08). Et si nos dignes représentants politiques faisaient la même chose pour faire mousser leur carrière? Pour Pierre Bourque, une odeur de revenez-y. Pour Mario Dumont une odeur de martyr nourrie d'un bon fond de terroir. Pour Bernard Landry une odeur de moisissure. Pour Jean Chrétien, l'odeur sucrée du compost au soleil et pour Jean Charest, une odeur de... de... de rien: l'argent n'a pas d'odeur.

## Au seuil de la tyrannie

**À** JUSTE TITRE, la Ligue des droits et libertés exige une enquête sur les 236 arrestations injustifiables faites par la police lors du mini-sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Montréal. Il y a eu un peu de casse, filmée par les reporters de la télé, mais les policiers n'ont pas été fichés d'en arrêter les auteurs. Ils n'ont arrêté que des manifestants pacifiques.

Le Québec se prétend démocratique? *Le Devoir* du 7 août a publié un article dans lequel notre collaborateur Francis Dupuis-Déri signale qu'il y a eu plus de 1 800 arrestations à caractère politique au Québec depuis 1999. Ces dérapages sont intolérables.

Pour être facteur, dit la chanson, faut avoir du cœur. Cela s'applique aussi, de façon plus essentielle, aux policiers. Il leur faut non seulement avoir du cœur, il leur faut aussi du jugement et du contrôle de soi.

Du jugement pour respecter tous les droits des citoyens, y compris le droit de manifester, qu'on peut considérer aussi comme un devoir. Du contrô-

### LA POLICE RECRUTE



le de soi pour ne pas perdre les pédales à la moindre provocation.

Le policier doit toujours être pleinement conscient qu'il est au service non pas du pouvoir, mais de la paix et de la justice. Un État (unitaire, fédéral ou fédéré) ou une municipalité qui provoque ou tolère les abus policiers ouvre la porte à la tyrannie.

PIERRE DE BELLEFUEILLE

## Paix froide

**D**EPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE, nous avons oublié de nous inquiéter d'une éventuelle guerre atomique qui mettrait abruptement fin à l'espèce humaine. On s'inquiète à l'idée que des terroristes mettent la main sur une ou deux bombes et parviennent à anéantir New York, Washington ou Londres. Mais qui sait que les forces armées américaines ont encore 7650 charges nucléaires actives, prêtes à être utilisées (source: *Bulletin of the Atomic Scientists*, mai-juin 2003)? Et du côté russe, on parle d'environ 5000 têtes nucléaires. À ces deux arsenaux les plus importants, et de loin, il faut tout de même ajouter les têtes nucléaires françaises, britanniques, israéliennes, indiennes et pakistanaïses...

Mais revenons à nos voisins du Sud. 7650 têtes nucléaires, n'est-ce pas un peu beaucoup? Pour vous imaginer ce pouvoir destructeur, faites l'exercice suivant: ouvrez un atlas à la page de la mappemonde et commencez à compter les villes qui pourraient être ciblées par les États-Unis. Imaginons, par exemple, que le gouvernement américain décide de réduire en cendres le monde musulman. Il faudrait alors une bombe pour atomiser Alger en Algérie, Le Caire en Égypte, Damas en Syrie, Jakarta en Indonésie, Khartoum au Soudan, Rabat au Maroc, Téhéran en Iran, Islamabad au Pakistan, Sanaa au Yémen, Tripoli en Lybie... Il reste encore 7640 têtes...

En raison de la « logique » de l'équilibre de la terreur, l'époque de la Guerre froide devait être stable; en pleine Paix froide, il n'y a plus qu'un déséquilibre de la terreur.

MOHAMED SMITH-GAGNON

# Trois jours pour l'écologie à Trois-Pistoles

LES ÉTÉS ne seront plus jamais les mêmes à Trois-Pistoles: l'Échofête est née. Spectacles, musique, animations, conscientisation et respect de l'environnement se sont entremêlés pour créer le premier festival écologique au Québec.

Les 25-26-27 juillet dernier, le tout Trois-Pistoles a vibré au rythme envoûtant de la première édition de ce sympathique et festif événement qui fut un véritable succès: plus de 2000 personnes se sont déplacées et ont répondu à la chaleureuse invitation lancée par un groupe de jeunes Pistolois.

Les organisateurs ont décidé de dynamiser leur région en créant à bout de bras ce festival qui rendait honneur aux beautés et aux richesses naturelles de leur magnifique région: «Après s'être battus tout l'automne pour empêcher un promoteur de détruire et de bloquer la rivière Trois-Pistoles, on s'est dit, Mikaël (Rioux) et moi, qu'il fallait continuer sur notre lancée et qu'il fallait organiser un festival écologique», raconte Stéphane Dumont, le fervent président.

Ainsi, en cette année internationale de l'eau douce de l'UNESCO, le festival en a profité pour en faire son thème principal et informer les gens présents sur les multiples facettes de cet or bleu. Les festivaliers ont pu suivre des ateliers sur l'assainissement des eaux usées, sur le jardinage biologique en plus d'être initiés au Tai-Chi; les plus jeunes ont eu droit à une pièce de théâtre intitulée *Aqua kadabra!* qui leur apprenait le cycle de l'eau en plus de leur faire découvrir les animaux marins du fleuve Saint-Laurent.

Finalement, l'Échofête ressurgira l'année prochaine pour une deuxième édition où le thème sera probablement, cette fois-ci, la forêt. En espérant que ce festival prendra l'ampleur qui lui revient, qu'il puisse permettre à Trois-Pistoles mais aussi à la région du Bas-Saint-Laurent, de montrer au Québec entier que la nature a droit au respect mais aussi qu'on se doit de l'apprécier et de la fêter comme elle le mérite!

Gabriel Ancil  
(ballonbleu@hotmail.com)

## COURRIER DES LECTEURS

### Ce que nous savons d'eux et qu'ils semblent ignorer d'eux-mêmes

Les empereurs romains avaient la phobie de l'empoisonnement par leurs cuisiniers. Ils les faisaient par conséquent sélectionner avec la plus grande prudence.

Ainsi, les présidents républicains américains, depuis Reagan jusqu'à Bush, ont eu l'obsession de la «sécurité nationale» ou des «armes de destruction massive» outre-frontières. En plus des intégristes de droite qui sont recrutés dans leur entourage, ils savent choisir leurs collaborateurs parmi ceux qui réussissent le mieux dans le commerce des drogues et autres entourloupes comme ce Uribe et ses paramilitaires de Colombie ou ce Rios Mont reprenant du service au Guatemala.

L'exemple pourrait s'étendre à tous ces régimes inféodés à l'impérialisme étatsunien et qui s'empressent autour du régime pour resserrer les fils d'une toile menaçante, mais en même temps fragile, pour la bonne gouvernance de la planète sans l'ONU.

Le dernier mot reviendra cependant aux peuples eux-mêmes et l'Irak, malgré une agression illégale et décriée par des millions de manifestant-e-s à travers le monde, pourrait créer malgré tout ce précédent d'une autonomie relative d'un peuple face à l'Empire. En ce sens, le néocolonialisme ne fonctionnerait pas plus que l'ancien dans la manière de gérer le monde.

Guy Roy

### Lettre ouverte à André Pratte

Monsieur Pratte,

en tant qu'étudiant en journalisme à l'UQAM, j'ai lu avec intérêt votre éditorial du jeudi 31 juillet qui mettait en lumière une certaine hypocrisie de la part des militants altermondialistes. [...]

Vous mettez en évidence, tout au long de votre texte, les incohérences des manifestants, mais aussi des organisateurs de ces actions. Cependant, vous n'apportez aucune nuance dans vos propos, allant même jusqu'à écrire que «les organisateurs DES manifestations altermondialistes ont besoin de la violence car sans elle, leur action passerait inaperçue». [...]

Les médias sont, en majorité, la propriété de grands conglomerats qui associent souvent de trop près la recherche du profit et le contenu rédactionnel de leurs publications. Dans cette logique, une vitrine cassée est beaucoup plus importante qu'une explication CRITIQUE des enjeux liés à l'OMC. [...]

Ne l'oubliez pas, M. Pratte, aucune des personnes qui siègent à l'OMC n'a été élue par les citoyens des pays membres, qui sont ainsi représentés sans leur consentement. De plus, cette organisation ne prévoit aucune consultation des citoyens des pays membres pour l'approbation des politiques décidées. Y a-t-il démocratie dans le processus? Vous ne posez jamais la question.

Votre collègue, M. Picher, a même avancé, la semaine dernière, que l'OMC «n'est constituée que de gouvernements légitimes». Il pourrait être opportun de mentionner que la Chine fait partie de l'OMC, alors que ce pays est une dictature qui contrôle tout, de la presse aux déménagements que veulent effectuer les citoyens chinois. [...]

Au sujet de l'infiltration policière, le phénomène existe bel et bien, et documenté en plus, contrairement à ce que vous affirmez sur le site de La Presse. Le responsable de l'opération policière menée lors du sommet du G20, en 2000, au Sheraton également, a avoué en cour, il y a de cela quelques semaines, que les policiers avaient utilisé 24 agents infiltrateurs. Certains, sur les vidéos présentés à la cour, ont participé au vandalisme effectué à cette occasion.

Lors du sommet du G8, à Gênes, en Italie, les policiers ont utilisé des agents «déguisés» en militants utilisant la tactique du Black Bloc. [...]

Un autre exemple, un dernier: le groupe Germinal, qui projetait des actions contre le mur au Sommet des Amériques de Québec, a été infiltré par les policiers de la SQ, qui ont même fourni de l'armement impossible à obtenir aux manifestants du groupe. Deux jours avant le Sommet, la SQ arrêtait les membres du groupe, histoire de discréditer TOUT le mouvement d'opposition à la ZLÉA.

Dans votre analyse, vous omettez de dire que les discussions montréalaises de l'OMC n'ont pas progressé sur la question des médicaments génériques, devant l'unique refus des États-Unis. L'ONU, peut-être l'ignorez-vous, a publié récemment un rapport qui fait état des ravages des maladies infectieuses dans les pays pauvres, maladies guérissables grâce aux génériques: 19 000 morts PAR JOUR!!!! Pendant ce temps, les multinationales américaines, qui ont grassement subventionné George Bush lors de sa campagne électorale, font pression pour maintenir le refus américain. ET CELA, MONSIEUR PRATTE, CE N'EST PAS CRIMINEL, NI HYPOCRITE?

Mais ces problèmes ne vous touchent absolument pas dans votre bureau climatisé, salaire confortable en prime. [...] Mais pour les milliards d'êtres humains qui n'ont pas votre chance, la réalité sera tout autre. [...]

Alexandre Shields

### Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

## PLOGUES

### Mont-Royal, avenue verte

Des opérations «masse critique» ont lieu sur l'avenue du Mont-Royal chaque vendredi du mois. Le Comité de citoyens Mont-Royal, avenue verte invite tous les piétons, cyclistes, patineurs et planchistes à venir déambuler pacifiquement et festivement pour revendiquer une avenue piétonnière. Prochain rendez-vous le 5 septembre à l'angle de Mont-Royal et du Parc. www.montroyal-avenueverte.org

### Union paysanne, le journal

Le premier numéro officiel du journal de l'Union paysanne sera en kiosque le 15 septembre. Il porte sur la région du Saguenay-Lac-St-Jean.

### Foire des alternatives

La foire des alternatives se tiendra les 12 et 13 septembre au parc Émilie-Gamelin (Sainte-Catherine et Berri). Au menu, plus d'une vingtaine de groupes militants pour discuter des alternatives dans plusieurs domaines: nourriture, médias, commerce, modes de vie. Un rendez-vous, plutôt que d'aller s'enfermer dans un centre commercial.

### Congrès mondial forestier

Du 21 au 28 septembre, la Ville de Québec est l'hôte du XII<sup>e</sup> Congrès mondial forestier, le rendez-vous de la communauté forestière internationale, organisé sous les auspices de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les AmiEs de la Terre organisent une marche funèbre le 21 septembre à Québec. Soyez du nombre.

Les AmiEs de la Terre (Qc):  
http://www.clic.net/~atquebec/TO.htm

Congrès mondial forestier: http://www.cfm2003.org/

### Repenser l'environnement

Afin de développer des connaissances et modes de vie nous permettant de tendre vers un avenir viable, un projet d'éducation sur divers aspects de l'environnement (qualité de l'air, changements climatiques, transports) a été mis sur pied. Une centaine de jeunes du secondaire sont invités à participer à une fin de semaine environnementale dès cet automne où ils démystifieront les sources d'émissions de gaz à effet de serre, leurs mécanismes et conséquences. Ils devront faire preuve d'ingéniosité pour identifier des options ayant un moindre impact sur le milieu.

Des retrouvailles sont prévues trois mois plus tard afin d'identifier les réussites, les embûches ainsi que les alternatives permettant un succès. Les organisateurs sont à la recherche de partenaires financiers et toujours intéressés à recevoir de nouveaux jeunes du secondaire désireux d'éveiller leurs sens à la nature. Pour information: Annie Letendre, Kocopoly@hotmail.com, (514) 527-7354.

## SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Un magazine bimestriel... pour se faire les dents.

<input type="checkbox"/> Groupe populaire:	25 \$
<input type="checkbox"/> Individu:	20 \$
<input type="checkbox"/> Institutionnel:	25 \$
<input type="checkbox"/> Soutien:	32 \$
<input type="checkbox"/> Étudiant ou sans emploi:	15 \$
<input type="checkbox"/> À l'étranger:	<input type="checkbox"/> Individu: 30 \$ <input type="checkbox"/> Institutionnel: 40 \$

Nom \_\_\_\_\_ Faire parvenir votre chèque  
 Adresse \_\_\_\_\_ ou mandat poste à:  
 \_\_\_\_\_ **Revue Vie Ouvrière inc.**  
 Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_ 1215, rue Visitation, bureau 101  
 Courriel \_\_\_\_\_  Paiement inclus Montréal (Québec) H2L 3B5

VOUS NE PAYEZ QUE LES FRAIS DE POSTE ET DE MANUTENTION (toutes taxes incluses)

## POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: Le Couac

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_  
 Courriel \_\_\_\_\_

## Le Couac

c.p. 129 succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 2N6  
Téléphone: (514) 521-5499  
Télécopieur: (514) 521-5599

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Molly Alexander, Gabriel Ancil, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, André Desharnais, Pierre Dostie, Francis Dupuis-Déri, Bruno Dubuc, Clode de Guise, David Ledoyen, Jean-François Mercure, Marc-André Mongrain, Jean-Philippe Pleau, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Marco Silvestro, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations: Simon Banville, Boris, Bobidoche, Charb, Luc Giard, Honoré, Kerozen, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse, Sniper.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499  
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369  
Imprimé au Québec



## Le scandale de la broche à foin

ON AIMERAIT pouvoir dire, après la grande panne électrique américano-canadienne: le masque capitaliste tombe enfin!

Hélas! Le mensonge est une composante inhérente du capitalisme. George W. ne peut admettre que le réseau de production et de distribution de l'électricité n'est que de la broche à foin, et cela pour des raisons précises que deux mots résument: déréglementation et privatisation.

Le Québec a été épargné parce que son réseau est entre les mains de l'État, de cet État qu'il est à la mode de décrier (voir Jean Charest et ses acolytes).

Margaret Thatcher a déréglementé et privatisé à tour de bras. C'est le sort que la Dame de fer (on me permettra de les préférer en chair et en os) a infligé aux chemins de fer britanniques. Résultat: les accidents se multiplient sur un réseau mal entretenu.

Les grands réseaux sont le talon d'Achille du capitalisme. La grande panne était à prévoir. Un des grands penseurs du capitalisme, Lord Keynes, croyait naïvement qu'un jour viendrait où tout le monde serait riche, mais pour lui, ce jour était lointain. Il écrivait en 1930: «Cent ans au moins encore il nous faudra prétendre (...) que ce qui est laid est beau, car ce qui est

laid est utile et ce qui est beau n'est pas. L'Avarice, et l'Usure, et la Méfiance sont des Dieux qu'il nous faut conserver encore un petit moment. Car eux seuls peuvent nous guider à travers le tunnel des nécessités économiques, vers la Lumière.»

Pour les milliardaires qui dirigent les grandes entreprises privées, ce qui compte, c'est d'engranger des fortunes. Ils ne se soucient guère de l'intérêt public, à moins d'y être contraints. C'est pourquoi il faut que les services publics soient de propriété publique, ou à tout le moins sous réglementation publique.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

## Coup sur coup

«Ottawa donne un coup de pouce de 1,2 milliards à Bombardier» (Le Devoir 25-7) Et Québec donne un coup de pied dans le cul aux assistés sociaux: «50 millions de moins à l'aide sociale: une combinaison de mesures incitatives de pénalités et de coupes» (Le Devoir 14-6)

ASYMPTOTE



## Faux et usage de faux

IL SEMBLE qu'aucun des journalistes ayant couvert les conférences de presse du ministre Denis Coderre sur la carte d'identité biométrique obligatoire, ou commenté les sondages sur la question, ne se soit préoccupé de la faisabilité des systèmes de science-fiction proposés. Les machines «intelligentes» qu'on voit dans les films de science-fiction n'existent pas. Le Gros Coderre prétend créer une carte à «haute sécurité» parce qu'elle utilisera la haute technologie. *Big deal.* C'est justement à cause de la haute technologie que la contrefaçon de documents électroniques est si facile. Tout ce qui est transformé en bits ou en pixels peut être intercepté, copié, trafiqué et reproduit, à volonté.

Les données biométriques choisies (ADN, empreintes digitales ou encore scan de l'iris) seraient enregistrées sur la carte d'identité et aussi dans une base de données centrale. L'identification se ferait par comparaison des données. Le terminal de lecture devra s'assurer que la partie biométrique présentée au lecteur optique correspond bien aux données cryptées sur la carte, puis vérifiera avec la banque de données centrale si le détenteur y est inscrit et si tout concorde.

Ceux qui nous font miroiter une carte à «haute sécurité» basée sur l'ADN se foutent carrément de notre gueule. Le commerçant devrait disposer d'un moyen d'analyser l'ADN du client pour l'identifier. On voit d'ici le tableau: «Garçon! L'addition! Monsieur paiera avec sa carte de crédit? Monsieur voudrait-il bien avoir l'amabilité de gratter légèrement l'intérieur de sa joue avec ce coton tige pour y prélever un échantillon de son ADN, afin de permettre au caissier de l'analyser? Merci Monsieur». Il faut de deux à trois semaines pour obtenir les résultats d'un test d'ADN, qui coûte autour de 250 \$, trois jours si vous payez le double et 24 hres si vous êtes prêt à y mettre le prix pour payer le temps supplémentaire des techniciens de laboratoire.

Pour ce qui est de la lecture de l'iris, une petite recherche sur Internet nous permet de constater rapidement que l'information est sommaire et que la technologie est embryonnaire et coûteuse, on parle de 2 000 à 2 500 \$ par poste de contrôle. Les

«cobayes» trouvent la technologie invasive. Ils sont réticents à exposer leurs yeux aux rayons infrarouges et à focaliser sur point précis pendant plusieurs secondes. Le truc n'est «visible» pas encore au point.

Il reste les empreintes digitales. La technique la plus répandue, la moins coûteuse et «qui offre un niveau de sécurité inférieur aux moyens les moins sécuritaires en usage aujourd'hui», selon Jeroen Koenig, un consultant en sécurité hollandais ayant étudié à fond la question. Une équipe de spécialistes japonais en cryptographie de l'Université nationale de Yokohama<sup>1</sup> et des conseillers en sécurité hollandais<sup>2</sup> ont réussi à tromper 100% des machines disponibles sur le marché. D'abord, il y a la méthode expéditive, qui consiste à couper le bout de doigt nécessaire et à le présenter à la machine. Efficace, mais salissant: la matière première n'est pas toujours accessible, elle est périssable et elle ne peut être utilisée que dans les guichets automatiques. Le mieux, donc, c'est de fabriquer un faux doigt ou de fausses empreintes digitales en silicone ou en gélatine alimentaire.

Si on a le doigt à copier à sa disposition, si son propriétaire se porte volontaire, a été kidnappé ou endormi, on peut faire un moulage de l'empreinte digitale avec un plâtre fin ou un composé utilisé en dentisterie. On coulera ensuite la matière choisie dans ce moule pour créer la «prothèse».

Si le faussaire possède déjà la carte d'identité, il n'aura qu'à décrypter l'empreinte avec le logiciel *ad hoc* et la copier dans Photoshop. Les internautes les plus doués pourront pirater la banque de données gouvernementale, ou intercepter la transmission des données entre le terminal de lecture et celle-ci. Si on ne dispose pas de document ni du doigt en question, il suffirait de prélever une des nombreuses empreintes laissées par le sujet dont on convoite l'identité. Pour obtenir le numéro d'identification personnelle (NIP) de quelqu'un, il faut soit le filmer à son insu lorsqu'il le compose, soit le torturer légèrement. Pour obtenir son empreinte digitale, il n'y aura qu'à le suivre quelques heures, il en déposera partout sur tout ce qu'il touche. L'empreinte sera

prélevée comme le fait la police, en brossant délicatement une poudre noire fine et en la soulevant avec un ruban gommé. Avec une caméra digitale fixée à un microscope, et copiée dans Photoshop pour être contrastée et imprimée sur acétate.

On vend dans les magasins de matériaux électroniques des plaques de cuivre photosensibilisées servant à graver des circuits imprimés (2,95 \$ pour une plaque de 100 mm X 85 mm). L'acétate servira de «film», pour exposer, développer et graver une de ces plaques selon les recommandations du fabricant. On disposera alors d'un moule négatif en creux de l'empreinte, prêt à servir pour fabriquer un doigt artificiel en silicone, le même matériel qui sert pour les faux nez des acteurs et les fausses boules des pitoues siliconées. Ce doigt artificiel ne pourra servir qu'à tromper les guichets automatiques. Pour tromper les machines avec préposé, les Japonais ont produit des «prothèses» ultrafines, en coulant dans leurs moules une mince couche d'une solution de gélatine alimentaire en feuille (disponible dans toute bonne épicerie) préparée pour avoir une consistance ferme. Une fois solidifiée et démoulée, la pellicule de gélatine sera collée sur le bout du doigt du faussaire. Les Hollandais, ont obtenu les mêmes résultats avec de minces couches de calfeutrant aux silicones transparent, disponible dans toute bonne quincaillerie.

Une fois qu'on a obtenu une empreinte en trois dimensions, celle-ci pourra être scannée pour créer une fausse carte. Un faussaire un peu habile pourra fabriquer avec du matériel peu coûteux, disponible dans le commerce, une fausse carte d'identité et une prothèse en gélatine ou en silicone pour s'en servir, à partir d'une simple empreinte digitale. Voler l'identité d'un citoyen n'aura jamais été aussi facile.

Finalement, que fait-on si on se fait voler son ADN ou ses empreintes digitales? Par quoi les remplace-t-on? On bourrait toujours leur dadouer un dubéro zur le boignet. Heil Koder!

JACQUES BOUCHARD

1 - <http://cryptome.org/gummy.htm>  
2 - <http://cryptome.org/fake-prints.htm>

## Le rouge et le noir

UNE RÉCENTE PRISE DE CONSCIENCE m'a cruellement fait constater que 4000 ans après la construction des pyramides, 400 ans après la fondation de Québec, 40 ans après la Révolution tranquille, 4 ans après l'arrivée d'un nouveau millénaire, 4 mois après l'élection des libéraux de Jean Charest et 4 jours après le black-out qui a frappé les USA et l'Ontario, il s'en trouve toujours

pour soutenir que c'est par la voie du profit que sera assuré de la meilleure manière le bien commun.

Il faut vraiment une foi inébranlable — mais sans doute serait-il ici davantage approprié de parler de savante manipulation — pour continuer de faire croire, après la dé-



route frauduleuse d'Enron en particulier, que la recherche effrénée des profits pour satisfaire l'appétit féroce des boursicoteurs est soluble dans l'intérêt général.

Pendant qu'au Québec Jean Charest met en place encore plus rapidement que prévu son plan de démantèlement de l'État au profit d'une minorité et au détriment de la majorité de la population, dont les plus démunis de notre société, le black-out est venu nous rappeler quelques retentissantes débâcles que les idéologues du néolibéralisme s'acharnent à nous cacher. Quelqu'un, en effet, aurait-il entendu récemment les Yvon Cyrenne ou autres Marcel Côté tomber sur la tomate des compagnies privées d'électricité (l'expression est curieuse, n'est-ce pas!) qui, par leur laisser-faire, leur soif d'engranger des profits et leur procrastination dans la rénovation de leurs réseaux — qu'on a comparés à ceux du tiers-monde — ont provoqué la récente catastrophe aux USA et en Ontario?

Pourtant, aux USA comme en Ontario, la partie se joue selon les règles qu'affectionnent généralement ces messieurs: fusions à la planche, déréglementation accélérée, décisions fondées avant tout sur le retour sur l'investissement. La loi de la jungle quoi, du genre de celle que le petit Dumont, se croyant bien inspiré, voulait appliquer au Québec. Mais c'est Jean Charest qui s'en charge maintenant, ayant bien caché son jeu électoral.

Pendant combien de temps encore feront-ils illusion, ces charlatans qui veulent privatiser les soins de santé en favorisant, par exemple, l'ouverture d'hôpitaux à but lucratif; qui annoncent vouloir ouvrir toutes grandes les portes aux garderies privées à but lucratif; qui entendent sabrer dans le code du travail pour favoriser la sous-traitance... à but lucratif, etc?

### Des citoyens otages

Ceux qui, comme Mike Harris en Ontario et comme combien de gouverneurs et de sénateurs aux USA, ont suivi les traces de la madame Thatcher de triste mémoire, ont contracté envers leur population une dette qu'ils ne pourront jamais éponger. Cette population paie aujourd'hui un prix énorme pour avoir écouté les sérénades de ces charmeurs de serpents qui leur promettaient des lendemains de lait et de miel en remettant au privé qui l'eau, qui l'électricité, qui les transports, qui le gaz. La galerie a été débitée; le poêle a été chauffé un petit bout de temps. Aujourd'hui, le réveil est brutal. Ces citoyens sont les otages d'une illusion économique, ainsi que l'écrivait un spécialiste de ces questions dans le *New York Times* du 16 août.

Et pendant que ces entreprises on ne peut plus privées, et déréglementées comme il n'est pas possible d'imaginer l'être davantage, sont dans le rouge et les populations dans le noir, que se passe-t-il à Hydro-Québec, société d'État dont on nous serine depuis des années qu'il serait utile, nécessaire et profitable de la privatiser? Dans un marché pourtant fort réglementé, Hydro-Québec retournera cette année quelque 1,2 milliards de dollars à son actionnaire unique, l'État québécois.

Que Jean Charest veuille se servir de cet argent pour baisser les impôts des mieux nantis, ça, c'est un autre débat.

MICHEL RIOUX

## Les Perronismes innocents

Selon la Cour supérieure du Québec, la maison d'édition «Les Intouchables» n'a pas porté atteinte à la réputation de Jean Perron en publiant *Les Perronismes*, une anthologie des expressions les plus croustillantes de cet ex-entraîneur des Canadiens de Montréal et des Nordiques de Québec. Rejoint au téléphone par un journaliste de la section des sports du *Couac*, Monsieur Perron a tenu à souligner qu'il tenterait de porter sa cause en appel à frais virés.

LE CITOYEN UNTEL

Bientôt disponible dans les supermarchés, les dépanneurs et les campings.



certifié "goût de vin" par la SAQ.



## Les défis du mouvement altermondialiste

**L'ARRESTATION DE 240 PERSONNES** en marge de la réunion mini-ministériel de l'OMC le 28 juillet dernier par la police de Montréal est une illustration éloquent de la concertation entre l'appareil répressif, la sphère politique et la classe industrielle, financière et marchande mondialisée. Cette arrestation aussi massive qu'abusives et injustifiées, décrite dans un abus de sens comme « préventive », a cherché sa justification dans le fracassé de quelques vitrines s'étant produit une heure plus tôt et à 2 km des lieux des arrestations. Le tout a donné lieu à une tentative de récupération par l'ordre destructeur dominant, de la légitime contestation qui lui est faite. L'infiltration dans les rangs des manifestants par des agents provocateurs a généralement pour but de « justifier » l'usage de la force par les policiers et de conduire à des arrestations souvent abusives, parfois massives, dans le but de dissuader les citoyens à exercer leur droit démocratique, mais aussi pour « fichier » et intimider le plus grand nombre de militants sociaux possibles, de procéder à du harcèlement judiciaire et bureaucratique, bref à bâillonner la contestation du pouvoir.

Mais quelques réflexions s'imposent. Quand quelques individus prennent eux-mêmes l'initiative de briser ne serait-ce que quelques vitrines ciblées, ne permettent-ils pas à la police de faire l'économie d'une mise en scène pour manipuler l'opinion et justifier sa répression? À première vue, les gestes isolés de casse malheureuse ont été immédiatement utilisés pour discréditer le mouvement altermondialiste (cf les voyous sont en ville titrait le journal de Québec) et pour détourner l'attention des enjeux locaux et planétaires et des répercussions néfastes des orientations et décisions de l'OMC pour les peuples de la terre. Les médias, qui n'ont pas tous le sens critique, jouent le jeu et focalisent sur le spectacle pendant que dans les salons clos les membres de l'OMC continuent tranquillement de maintenir des politiques comme celle qui empêche les pays du Tiers-Monde d'accéder aux médicaments génériques qui permettraient de traiter des maladies qui tuent 30 000 personnes par jour, soit 10 fois plus que le nombre de victimes du WTC le 11 septembre 2001. Combien de journalistes se sont-ils intéressés à mesurer cette violence, à révéler l'existence de ces armes de destruction massive que sont véritablement les soi-disant « politiques d'harmonisation des accords commerciaux » de l'OMC?

Quand on ne peut même plus manifester pacifiquement, ou simplement marcher dans la rue sans se voir arrêté, détenu et accusé d'attroupement illégal, il est vrai que la tentation est forte d'opter pour des moyens d'action qui font fi de la légalité institutionnelle imposée, ne serait-ce que pour attirer l'attention des caméras friandes de fracas et de sensationnel.

Voilà pourquoi nous ne pouvons mettre en doute la sincérité des personnes qui font la

promotion de certaines tactiques violentes lors de pareilles manifestations. Il faut cependant reconnaître que, paradoxalement, leur démarche peut se trouver récupérée par le système répressif dans l'intérêt malheureusement de ceux que nous cherchons à dénoncer. Loin de « jeter la première pierre » à ces militantes et militants que l'on devrait considérer comme des révélateurs, des sonneurs d'alarme et certainement aux antipodes des voyous en costume et cravate qui veulent marchandiser la vie, il faut d'abord considérer que cette violence est le reflet et le produit de la violence structurelle capitaliste dont l'OMC, tout comme la police, sont des rouages. Et il faut également remarquer que, en dépassant largement les bornes comme elle l'a fait, la police de Montréal ne peut pas justifier cette intervention abusive par des motifs de sécurité. Une enquête publique indépendante s'impose, d'ailleurs réclamée par plusieurs organismes et analystes politiques, pour faire la lumière sur ces événements et pour répondre aux questions à savoir d'où sont venus les ordres? Quels en furent les motifs, sécuritaires ou politiques? Déjà avant l'ouverture du mini-sommet, le ministre Pettigrew avait annoncé « l'essoufflement du mouvement altermondialiste ». La police de Montréal aurait-elle aussi de son côté « ciblé » ses arrestations?

Une vaste coalition est nécessaire au Québec afin d'exercer le rôle de chien de garde de nos libertés fondamentales et éviter le débordement vers un État policier au service de la dictature des marchés. Son nom pourrait être *Opération liberté II*, pour marquer notre mémoire de celle qui fut créée en 1978 alors que de nombreuses violations des libertés fondamentales par les appareils répressifs avaient été remarquées. Il serait souhaitable que la Ligue des droits et libertés, qui s'est prononcée en faveur d'une enquête indépendante sur les récents événements, prenne l'initiative de cette coalition, compte tenu de son expertise et de sa crédibilité. Cette coalition pourrait se préoccuper non seulement des victimes de la répression policière lors des manifestations, mais aussi des réfugiés expulsés, des syndiqués victimes des scabs, des personnes accusées en vertu des nouvelles procédures sécuritaires fédérales, etc.

Une analyse approfondie s'impose au sein du mouvement altermondialiste pour examiner l'efficacité de ses actions à ce stade-ci de la lutte à la globalisation néolibérale. Il faut multiplier les expériences d'éducation du public et de mobilisation de masse. Il faut user d'imagination pour répondre efficacement à la violence du système sans se faire piéger, happer ou récupérer par celui-ci.

MOLLY ALEXANDER  
PIERRE DOSTIE

V-P porte-paroles de l'Union  
des Forces Progressistes (UFP)

## LES BAVURES POLICIÈRES



## Plus de 1800 arrestations à caractère politique au Québec depuis 1999

**AU QUÉBEC EN GÉNÉRAL** et à Montréal en particulier, la police pratique les arrestations de masse avec une régularité surprenante – et dans l'indifférence générale – depuis maintenant plusieurs années. Au total, c'est plus de **1809** arrestations à caractère politique qui ont été effectuées au Québec depuis l'automne 1999.

Détaillons ce total si élevé: **66** arrestations d'étudiant-e-s de l'UQAM manifestant leur opposition à une entente entre leur université et Coca Cola (Montréal, automne 1999); **7** arrestations de membres du groupe féministe les Sorcières qui avaient occupé une église (Montréal, 7 mars 1999); **4** arrestations lors d'une manifestation contre le Sommet de la jeunesse (Québec, 23 février 2000); **112** arrestations lors d'une manifestation contre la brutalité policière organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) (Montréal, 15 mars 2000); **157** arrestations lors d'une marche célébrant la fête des travailleurs (1<sup>er</sup> mai 2000, Westmont); **2** arrestations lors d'une opération d'étiquetage de produits génétiquement modifiés dans un super-marché (Montréal, le 22 mai 2000); **46** arrestations lors de manifestations contre la réunion du G20 (Montréal, 24-25 octobre 2000); **463** arrestations lors du Sommet des Amériques (Québec, Avril 2001); **6** arrestations de sympathisant-e-s lors de l'évacuation du premier squat rue Overdale, **6** autres arrestations lors de l'éviction du second squat rue Rachel et **31** arrestations lors de la manifestation d'appui aux squatters le lendemain de l'éviction (Montréal, été 2001); **82** arrestations lors d'une manifestation pro-palestinienne devant les consulats israélien et américain (Montréal, 29 septembre 2001); **371** arrestations lors de la manifestation organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) (Montréal, 15 mars 2002); **16** arrestations d'étudiant-e-s du cégep du Vieux-Montréal, qui occupaient des locaux pour protester contre l'affichage publicitaire dans leur établissement d'enseignement (Montréal, 16 mars 2002); environ **400** personnes encerclées par les policiers et déclarées en état d'arrestation, avant même le début d'une manifestation organisée par la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) pour protester contre la tenue d'une réunion préparatoire au Sommet du G8 - 147 constats d'infraction seront finalement émis, 25 personnes seront amenées au centre de détention, les autres seront relâchées (Montréal, 26 avril 2002); **9** arrestations lors d'une manifestation à l'Université Concordia pour dénoncer la présence de Benjamin Netanyahu (9 septembre 2002, Montréal); **9** arrestations lors d'une manifestation contre la guerre en Irak (Montréal, 22 mars 2003); **10** arrestations lors de l'éviction du Parc Lafontaine des participant-e-s à Tent City, un camping militant créé pour dénoncer la crise du logement (6 juillet 2003, Montréal); **240** arrestations effectuées en marge de la réunion ministérielle de l'OMC à Montréal, à la fin du mois de juillet.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

# La Répression Tranquille

PAR YVON D. RANGER

L'auteur a un Ph.D. en militantisme international et est l'auteur d'une anthologie de l'œuvre de Bud Spencer et Terence Hill intitulée « Y'aura d'la casse! » publiée aux Éditions Couac-World Inc.

**EN TANT QUE** « militant professionnel » répondant aux normes Iso 9002 de l'ex-porte-parole des policiers de la ville de Montréal, M. André Durocher, inventeur du cocktail du même nom\*, j'ai eu un terrible sentiment de « déjà vu » en voyant 240 de mes camarades se faire arrêter le 28 juillet dernier sous le fumeux prétexte habituel « d'attroupement illégal ».

Ceux-ci iront donc rejoindre les 1 560 autres arrêtés pour leurs idées depuis 1999 et devront se taper au moins un an de tracés juridiques pour avoir exercé leur droit de manifester pacifiquement. Une fois de plus, on a donc joué au chat et à la souris et, manque de bol, c'est encore nous, les manifestants, qui avons hérité du rôle de la souris.

On a presque l'impression de regarder un navet hollywoodien tellement le scénario est prévisible. Des citoyens tentent d'empêcher la tenue de grandes messes capitalistes et sont réprimés avec mépris par des robots bien dressés qu'on appelle poliment des policiers (si cette affirmation vous semble méprisante, aller lire quelques récits d'arrestations comme au <http://www.cmaq.net/vr/node.php?id=12948> pour apprécier le vrai sens du mot mépris...).

Devant le refus des élus d'entamer tout dialogue avec eux, certains citoyens, qui sont effectivement souvent des jeunes dont l'esprit critique n'a pas encore été assommé par les discours idéologiques du marché, expriment leur frustration en

brisant les vitrines de quelques multinationales.

Si les médias jouaient dans cette comédie le rôle de contre-pouvoir qui leur est officiellement assigné et exposaient les

**Et si le véritable combat à mener pour nous n'était pas tant PENDANT les grands-messes capitalistes, mais bien AVANT?**

assauts que subit la démocratie, ce serait plutôt le pouvoir en place qui serait discrédité aux yeux de l'opinion publique. Malheureusement, nos journalistes sont trop occupés à compter les éclats de verre sur le trottoir... Résultat: l'opinion publique se retourne contre nous.

Que faire alors? À mon humble avis, il faut d'abord admettre que nous l'avons, ce foutu problème d'image, même s'il est savamment orchestré par les bandits à cravate d'en face et relayé par des médias serviles. D'autre part, il faut reconnaître que l'on ne peut rien changer seul, ou même à 500, comme lors de la manifestation anti-OMC.

Certains objecteront que nous avons été 10 millions de par le monde à descendre dans la rue contre la guerre cet hiver et ça n'a pas empêché le clan Bush d'envahir l'Irak. C'est vrai. Mais on peut tout de même constater que l'opinion publique qui importait le plus dans ce cas précis était celle des citoyens américains et que celle-ci a été paralysée à coup de patriotisme et de mensonges en tout genre. Qu'aurait permis d'espérer des manifestations aussi importantes qu'ici aux États-Unis? Personne ne peut le dire.

Or dans le cas des institutions qui nous intéressent ici (OMC, FMI, BM...), les mobilisations sont toujours plus difficiles à cause de leur côté abstrait qui touche moins les gens. La question devient alors de savoir comment convaincre la population qu'il faut descendre dans la rue parce que ce sont les bases mêmes de nos valeurs démocratiques qui sont ici en jeu?

Sans être une réponse toute faite à cette question, je voudrais rappeler ici la victoire récente d'un groupe de citoyens suite à une mobilisation efficace de l'opinion publique.

Il s'agit de l'opération « Adoptez une rivière » orchestrée par un noyau de personnes combatives qui ont mobilisé une centaine de groupes de citoyens et surtout une soixantaine d'artistes québécois. L'implication des Richard Desjardins, Paul Piché, Roy Dupuis, Marie-Claire Séguin, Pauline Martin et autres figures connues et appréciées de la scène culturelle a fait en sorte que le 26 novembre dernier, Bernard Landry annonçait l'abandon de 33 des 36 projets de construction de petits barages que le gouvernement s'appretait à concéder à des promoteurs privés.

Comme l'a écrit si justement Raoul Duguay (<http://www.lautjournal.info/aujourd'hui-articles.asp?article=1354&no=217>): « L'ensemble de l'auditoire des artistes qui se mouillent avec « Adoptez une rivière » est probablement plus vaste que celui de n'importe quel parti politique. [...] Au près du public, la crédibilité des artistes n'est pas une chose virtuelle mais bien réelle. Parce que les artistes savent toucher le cœur des gens, ils savent toucher le cœur des gens. »

Entendre un Duguay ou un Desjardins, dire solennellement qu'il adopte telle ou telle

rivière et qu'il somme le gouvernement de renoncer immédiatement à défigurer trente-six belles chutes pour remplir les poches d'une poignée de promoteurs privés, ça fait réfléchir le beau-frère ou le voisin... De fait, l'opinion publique s'est vite rangée derrière cette coalition de gens « respectables », contrairement à l'image des militants « violents » anti-OMC véhiculée par les médias. C'est con, je sais, mais c'est comme ça...

D'où cette question: et si le véritable combat à mener pour nous n'était pas tant PENDANT les grands-messes capitalistes, mais bien AVANT? À savoir, aller voir un par un ces artistes « respectables » et prendre le temps de leur expliquer que l'OMC et la guerre, c'est la même chose, l'OMC n'étant que le bras réglementaire et financier de la même logique impérialiste. Leur demander ensuite non seulement de s'y opposer publiquement mais, pourquoi pas, de faire une action pacifique avec nous.

Imaginez par exemple un mélange de citoyens et d'artistes encerclant le Sheraton, les mains liées par des *tie-wraps* et qui diraient: on ne veut pas les empêcher d'entrer, on veut les empêcher de SORTIR parce que ces gens-là sont dangereux pour l'avenir de l'humanité!

Eh, oh, camarades artistes, êtes-vous là? Êtes-vous, surtout, des citoyens avant d'être des artistes? Si vous hésitez, nous, de notre côté, n'hésiterons pas à reprendre la tristement célèbre imprécation de « W » et à vous demander: « Coud donc, êtes-vous avec nous ou contre nous?... »

\* un cocktail Durocher est un cocktail Molotov que l'imagination fertile du porte-parole de la police voit dans une simple bouteille de plastique. Le seul hic, c'est que le plastique, au contraire du verre, les empêcherait d'exploser... Ce détail n'a pas empêché la police de les retenir par le passé comme preuve de possession d'armes de la part des manifestants...

# L'OIRPC fait confiance au Carlyle Group

**P**LUS DE SEIZE MILLIONS de Canadiens versent 6% de leur salaire annuel au Régime de pensions du Canada (RPC). La mission du RPC, créé en 1966, est de fournir à tous les travailleurs canadiens, un revenu de retraite ainsi qu'une aide financière à leur famille en cas de décès ou d'invalidité. À sa création, le RPC récoltait une cotisation de 3,6% annuellement sur le salaire des cotisants. Dans le milieu des années 90, ce pourcentage s'élevait à 6% (au 1er janvier 2003, le taux combiné de cotisation des travailleurs canadiens et de leurs employeurs était de 9,9% des gains) et pourrait atteindre 14,2% dans les générations futures. Cette prédiction est celle de l'Office d'investissement du RPC (OIRPC) et s'appuie sur certaines variables, comme celles de l'évolution de la démographie et l'allongement de l'espérance de vie de la population canadienne.

Les investissements (actions de sociétés fermées, immobilier et infrastructure et énergie et ressources naturelles) se font, selon le rapport annuel de l'OIRPC, à partir des « convictions communes de placement que partagent [ses] administrateurs et [sa] direction qui serviront de base à la prise de décisions cohérentes et intégrées. » [1] Les Canadiens peuvent à présent dormir sur leur deux oreilles puisque leur argent est entre bonnes mains et sera investi intelligemment. En effet, avec des investissements dans JPMorgan Partners (100 millions de dollars américains sur cinq ans au fonds J.P. Morgan Partners Global Investors), The Blackstone Group (200 millions de dollars américains sur six ans au fonds Blackstone

Capital Partners IV L.P.) et... The Carlyle Group (60 millions de dollars américains, sur cinq ans au fonds Carlyle Venture Partners II, LP), nul doute qu'ils feront une bonne affaire.

## Esquisse d'une entreprise aux actions philanthropiques: le Carlyle Group

Puisqu'il y aura d'ici les cinq prochaines années 60 millions de dollars dans ce groupe, voyons de plus près de qui il s'agit. Le Carlyle Group est un fonds privé d'investissement dirigé depuis janvier 2003 par Louis Gerstner (succédant à Frank Carlucci [2]), un ancien boss d'IBM. Possédant 13 milliards de dollars d'actifs en gestion, ayant des participations dans 164 sociétés, employant plus de 70 000 personnes à travers le monde, le Carlyle Group gère l'argent de ceux qui lui font confiance: banques d'affaires internationales, compagnies d'assurance, fortunes privées des émirats pétroliers, fonds de pension publics et privés, fonds des retraités, etc. Fait intéressant à souligner, le Carlyle Group a été durant la dernière campagne électorale américaine, la principale source de contribution à notre cher cow-boy texan, l'éminent George W. Enregistrant des revenus annuels de 16 milliards de dollars, le Carlyle Group est principalement présent dans trois domaines: la défense, les médias et la pharmaceutique.

Plusieurs de ses nombreux holdings et filiales sont enregistrés dans des paradis fiscaux. On le considère comme le onzième fournisseur d'armes du Pentagone via sa

filiale United Defense (une bonne partie des commandes à la United Defense dépendent de l'administration à la Maison Blanche). En plus de gérer l'essentiel des placements financiers du Saudi Binladen Group [3], de n'être pas obligé de divulguer à la Security Exchange Commission le nom de ses associés et actionnaires, de n'être pas coté en bourse (ce qui présente plusieurs avantages), d'être en conflit d'intérêts avec l'actuelle présidence américaine (Bush père est au conseil d'administration de Carlyle), cette société mondiale de financement par capitaux propres [4] située à Washington DC, a déjà entretenu des liens avec le banquier saoudien Khaled Ben Mahfouz, au centre du scandale de la BCCI (Bank of Credits and Commerce International ou Bank of Crooks and Criminals comme le suggéra M. Robert Gates). C'est que voyez-vous, douze milliards de dollars se sont évaporés lors de la banqueroute de la BCCI. Des noms aussi « prestigieux » que Frank Carlucci, James A. Baker et George Bush père ont été cités directement ou indirectement dans ce scandale.

Au conseil d'administration du Carlyle Group, on retrouvait dernièrement Sami Baarma, directeur de la Prime Commercial Bank du Pakistan, dirigée par Kahlid Ben Mahfouz. Ce dernier a été arrêté en août 2000 sous l'administration Clinton pour soutien à l'organisation El Quaida.

En résumé, n'est-ce pas une bonne idée de confier prochainement la somme de 80 milliard de dollars à 35 gestionnaires payés entre 40 000 et 400 000 dollars par

année pour faire d'aussi judicieux placements? Comme le disait Richard Desjardins: « y nous disent qu'y veulent notre bien, pis y vont l'avoir ». Ils seront à présent plus de 16 millions de cotisants à subir les bons et surtout les « mauvais » (dans les deux sens du mot) placements de l'OIRPC. Pour ce qui est des Québécois, leur cotisation équivalente est le Régime des rentes du Québec (RRQ). Cet argent est géré par la Caisse de Dépôt et Placement du Québec qui possède des actions dans Vidéotron, tout comme le Carlyle Group d'ailleurs [5]! On dirait que la boucle se referme.

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

[1] www.cppib.ca/fr/

[2] Ancien directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), il est aussi relié au scandale de la faillite de Sears World Trade (SWT) qui servait, selon le magazine Fortune, de couverture à certaines opérations des services secrets américains. Après la faillite de SWT, Carlucci empoche étrangement la somme de 735 722 dollars où il y était directeur. Selon le Washington Post du 18 novembre 1987, « sous la direction de Carlucci, SWT opérait comme conseiller en vente d'armes pour des firmes américaines et étrangères ».

[3] Saudi Binladin Group, déjà accusé de terrorisme, a à sa tête 12 parents d'Oussama ben Laden (Les ben Laden, des entrepreneurs aux liens multiples sur www.cyberpresse.ca)

[4] www.cppib.ca/fr/

[5] Selon les informations de l'agence de presse Reuters, le Carlyle Group a obtenu une part de 30% dans une filiale de Vidéotron, Vidéotron Télécom (qui offre des services de téléphone, d'Internet et d'audio-vidéo aux entreprises) en 1999, en échange de 200 millions \$.

## Politicien du XXI<sup>e</sup> siècle

Avant Arnold Schwarzenegger, on disait des politiciens néolibéraux qu'ils étaient les marionnettes des banquiers et des barons de l'industrie. Après Arnold, on dira qu'ils sont les androïdes du grand capital.



### Partage de fichier vs industrie du disque (3<sup>e</sup> de 3)

## Pour une culture participative

**S**UITE AUX DEUX PRÉCÉDENTS ARTICLES de cette brève série, force nous est de constater que le merveilleux monde de l'industrie musicale est en pleine crise. L'heureux paradis artistique dans lequel s'étaient confortablement installés ces braves majors du disque depuis quelques décennies est sur le point d'être perdu.

Mais rendons d'abord aux Césars du disque ce qui leur revient et commençons par dévoiler ce que nous comprenons de leur position. Tant que la vente de CD est encore profitable (bien qu'en constant effondrement), les majors défendent bec et ongles ce qui est le soutien financier de toute leur sublime construction industrielle. Ils utilisent une myriade de techniques dont nous avons déjà fait mention dans notre premier article (démarches judiciaires, propagande, création de virus et messages dans les boîtiers de CD).

Nous pensons que cette technique légaliste et agressive sera maintenue tant que la vente de musique sera profitable. À partir du jour où le démoniaque échange de fichier aura détruit la rentabilité de la musique sur support, il y a fort à parier que celle-ci se réduira aux singles. Étant la principale activité profitable capable de survivre à l'avènement du Net, les spectacles deviendront rapidement le centre de l'industrie. La gratuité s'emparant des singles, ceux-ci ne serviront qu'à mousser la popularité des spectacles. Cette superbe technique aurait comme résultat de ramener Internet à ce que l'entreprise privée a toujours voulu qu'il soit: un outil promotionnel hautement efficace. De plus, les artistes seront sans doute soumis à une pression écrasante pour performer davantage en concert et les tournées s'alourdiront.

Bien sûr, l'industrie et les artistes proposent des solutions et rédigent des plans qui

leur rendraient grandement service. Loin de nous l'idée de vilipender ces suggestions mais permettez aux audacieux hurluberlus que nous sommes d'offrir une alternative osant sortir de ces deux magistrales visions qui prennent pour l'instant tout l'espace disponible. Au lieu de voir dans le partage de fichier un désastre auquel il faut remédier, les farfelus comme nous y voient une riche opportunité de changer notre rapport avec l'art. En fait, selon nous, ce rapport changera de toute façon maintenant que le cap de l'accessibilité et de la gratuité est passé. C'est la raison pour laquelle l'option des téléchargements payants ne peut fonctionner. Nul ne voudra donner un sous à une compagnie pour obtenir un service à peine comparable à celui des logiciels de téléchargements gratuits. De toute façon, « même si les ventes semblent aller bien chez iTunes, il devrait s'effectuer un nombre énorme de téléchargements pour que ça devienne une véritable source de revenus » selon Whitney Broussard, une avocate de la firme Selverne, Mandelbaum & Mintz (Billboard 12/07).

Donc, en tant que citoyens, nous avons le choix de laisser l'industrie (plus ou moins de concert avec les artistes et le gouvernement) décider des paramètres de ce rapport ou de prendre les rênes et de le réinventer.

Allons-y d'une suggestion. Imaginez une société d'État qui mettrait sur pied un logiciel fiable où tous ceux qui voudraient rendre leur musique disponible pourraient le faire. Cette musique serait accessible par tous sur Internet et serait classée de façon intelligente et facile d'accès (ce qui manque souvent aux logiciels actuels). Ce logiciel récolterait les statistiques des téléchargements. Selon les chiffres amassés par la société d'État, le gouvernement rémunérerait

les artistes avec un certain pourcentage ou un montant par pièce téléchargée. La somme totale investit ou la valeur d'une pièce serait déterminée par le gouvernement. Évidemment, une démocratie et une économie participative où toute la population (donc tous ceux qui ont la possibilité d'être des artistes et des auditeurs) peut participer à l'établissement du prix serait préférable, voire nécessaire.

Une telle démarche permettrait de rendre l'art musical disponible à tous, sans distinction de classe ou d'état, tout en assurant une juste rémunération des artistes. Il mettrait également fin aux filtrages de l'industrie qui limitent autant les artistes que le public. L'impôt étant plus juste qu'une taxe (car le taux d'imposition est progressif selon les revenus des contribuables), cette solution est préférable à une éventuelle taxation sur les CD inscriptibles ou les connexions Internet.

Avec les moyens d'enregistrements de plus en plus accessibles aux particuliers, il y a fort à parier que nous assisterions à une forte croissance du nombre de pièces disponibles et, par conséquent, à une variété accrue de la culture. De plus, comme le partage de fichiers s'étend maintenant aux films et de plus en plus aux livres nous aurions un système prêt pour établir, là aussi, un nouveau rapport avec ces formes d'art.

Certes, convaincre tous et chacun de démolir et repenser nos institutions artistiques demeure le principal obstacle.

Si cela semble être toute une entreprise à première vue, il est clair qu'elle est à la fois nécessaire et inéluctable. Quand le progrès fait qu'un système s'effondre, mieux vaut commencer à bâtir du neuf que de pleurer le vieux.

MARC-ANDRÉ MONGRAIN  
SIMON TREMBLAY-PEPIN

## La face cachée des diamants

**E**N AFRIQUE, une guerre se termine: celle du diamant. La République démocratique du Congo (RDC), l'Angola et la Sierra Leone, les trois principaux pays exportateurs de diamants sales, sont tous engagés dans un processus de paix plus ou moins solide.

Le quatrième pays, le Liberia, est à feu et à sang. Mais, assiégé, le pouvoir tayloriste n'est plus en mesure d'organiser le négoce de sa petite production de pierres. Faute de combattants, la guerre du diamant semble donc s'achever. D'ailleurs, De Beer's, qui détient plus de la moitié du marché mondial – ce qui fait de lui une sorte de baromètre du secteur, – a tout de suite réagi à ce climat pacifié. La multinationale sud-africaine a annoncé, début juillet, son retour à Luanda et à Kinshasa, deux villes qu'elle avait quittées en 1999 et 2000, afin de préserver son image de marque. Dans la capitale congolaise, le retour de la société sud-africaine est chaudement souhaité. La RDC est un État à reconstruire. Il faut de l'argent, remettre en route l'exploitation industrielle des diamants, passer à une autre économie que celle de la guerre.

De Beer's aura plus de difficultés pour retourner en Angola. Elle le souhaite vivement mais les autorités angolaises se sont opposées à ce retour dans la dernière semaine de juillet. Le nouveau régime angolais veut oublier ses vieux démons, enterrer ses mauvais souvenirs. Et donner une image plus propre de lui-même. Début juillet, il a adhéré au processus de Kimberley, une initiative onusienne visant à clarifier le marché opaque du diamant.

Cette décision a été saluée par Global Witness, une ONG britannique qui dénonce régulièrement les liens entre conflits et prédatons de certaines matières premières. Global Witness comptait parmi les dizaines d'ONG qui ont mené campagne entre 1998 et 2002 contre le commerce illégal du diamant africain. Ces gemmes avaient vite été associées aux massacres des terreur africaines.

Tout le secteur du diamant avait été éclaboussé. Les professionnels qui travaillaient jusqu'alors dans le secret et sans règles écrites avaient été contraints à plus de transparence et d'engagement. Cela dit, tout ce remue-ménage n'avait pas immédiatement donné un coup d'arrêt à ce sinistre commerce. Les premières années du nouveau siècle ont été entachées de multiples tricheries. Et aujourd'hui encore on peut même penser qu'à l'instar de celui du pétrole, les contours du négoce du diamant resteront encore longtemps flous. Mais au moins s'exercera-t-il sans mains coupées, ni civils bombardés.

R.D.

Source: Journal du Jeudi, 31 juillet-6 août 2003 (Burkina Faso).

### LIBERIA: BIENTÔT UNE FORCE DE MAINTIEN DE LA PAIX



# Quand le Vatican cause sexe



Jésus-Christ a une quéquette  
Il s'en sert pour faire pipi  
(Air connu)

**P**OUR FAIRE PIPPI et rien d'autre. Les croyants feront donc pareil. Ou alors, à la rigueur, ils s'en serviront pour faire des enfants, mais seulement dans l'union sacrée du mariage. Et en dehors de ça, rien et surtout pas de ces choses que font des gens qui font des choses. Quant aux gays et lesbiennes, sacrilège absolu. Niet. Nein. Non. Non. Point de doctrine. Incontournable.

C'est ce que le cardinal Ratzinger rappelait récemment. Vous ne connaissez pas le cardinal Ratzinger? Vous avez tort. Il est préfet de la congrégation pour la doctrine de la Foi, au Vatican. Autrement dit, il dirige l'Inquisition. C'est un homme charmant, toujours vêtu d'une jolie robe noire très seyante et coiffé d'un mignon petit chapeau rouge, posé sur sa tête blanche comme une cerise sur un sundae. Il donne volontiers des leçons; d'élégance vestimentaire, je ne sais pas, mais de morale sexuelle et politique, oui et beaucoup.

En juin dernier, sous sa signature, l'Inquisition publiait des « Considérations à propos des projets de reconnaissance juridique des unions entre personnes homosexuelles », document approuvé par Jean-Paul II — lui aussi un homme charmant toujours vêtu de robes somptueuses. Je vous le donne en mille: ils sont contre les mariages ou les unions juridiquement reconnues entre gays ou lesbiennes. Si on a conservé ne serait-ce que quelques neurones en état de marche, ce document appelle quelques commentaires.

D'abord, il est honteux que l'Église interpelle les élus de nos démocraties pour leur dicter une ligne de conduite. C'est de la séparation de l'Église et de l'État qu'il s'agit ici. Et au moment où des missiles religieux se crashent dans des buildings et où Bush est entouré de fondamentalistes religieux, il y a de quoi très sérieusement s'inquiéter. D'autant que l'Inquisition (il faut écrire « Sainte », ici, vous croyez? Comme dans: « La Sainte Inquisition a condamné Galilée »? Ah bon...) n'a pas caché ses couleurs. Dans un document daté du 24 novembre 2002, elle s'adressait directement aux « hommes (sic!) politiques catholiques » en leur enjoignant de filer droit.

Ensuite, soyons un tout petit peu sérieux: que l'Église se mêle de donner des leçons de morale sexuelle, cela ne peut que faire pouffer.

Eh! La crispation de ses enseignements en matière sexuelle fait d'elle, par la propagation du sida que ses positions sur la contraception encourage, une organisation qui a une réelle responsabilité dans la mort de centaines de milliers de personnes. Par la même occasion, en traitant les femmes comme des pondeuses, l'Église a aussi une part de responsabilité dans le maintien de populations entières dans la misère et la pauvreté.

Et puis, comme en font foi les multiples scandales qui ne cessent d'éclater partout dans le monde, l'Église catholique est vraisemblablement, et de loin, le plus important dépotoir de pédophiles et d'éphébophiles au monde. On peut d'ailleurs penser que le nombre de scandales dévoilés ira croissant et qu'on ne connaît qu'une partie de l'iceberg. C'est qu'il est fini, le bon vieux temps. Hier encore, Jean XXIII pouvait avoir le criminel culot, comme on l'apprenait cette semaine par l'Observer de Londres, d'envoyer un document à ses évêques pour leur demander de camoufler les cas d'abus sexuels et d'être obéi. Mais l'Église d'aujourd'hui, youppi!, a beaucoup perdu de son prestige et ne suscite plus les mêmes craintes et les mêmes aveugles obéissances qu'autrefois. Ceci dit, il reste vrai qu'on ne tolérerait d'aucune organisation laïque ne serait-ce que le centième de ce qu'on a toléré — et tolère encore — de l'Église en matière de pédophilie. En tôle ou en cure comme les autres, les curés tripoteurs de gosses.

Mais c'est peut-être surtout parce qu'il nous montre clairement ce que ces gens-là nous proposent en matière de morale que ce document devrait nous interpeller. Il s'agit, comme on sait, de prendre la Bible au sérieux — voire à la lettre. Essayons.

Avec la Bible, c'est bien vrai, la question de l'homosexualité se résout en une seconde, c'est de celles qu'on écarte. Il suffit de lire: « L'homme qui couche avec un homme comme on couche avec une femme: c'est une abomination qu'ils ont tous deux commise, ils devront mourir, leur sang retombera sur eux. (Lév 20:13) Bon. Mais puisque mon voisin est gay, qui doit le tuer? Dois-je le faire moi-même? Dois-je le faire immédiatement?

Dois-je me suicider, si c'est moi qui ai couché avec lui. Cruels dilemmes.

Sur cette voie glorieuse, ce qui gênera certains, il faut le dire, c'est quand il arrive que les enseignements de la Bible sont contradictoires et qu'on en sait plus trop à quel saint se vouer. Tenez: dans Proverbes, 13: 22, on lit: « L'homme de bien transmet son patrimoine aux fils de ses fils ». Bon, c'est clair. Mais dans Luc, 12: 33, on lit: « Vendez ce que vous possédez ».

L'Exode assure (21: 23-25): « [...] tu paieras vie pour vie, oeil pour oeil, dent pour dent » Mais Matthieu 5: 39 me dit: « Et moi, je vous dis de ne pas résister au méchant. Au contraire, si quelqu'un te gifle sur la joue droite, tends-lui aussi l'autre. »

Faudrait savoir, nom de Dieu — si j'ose dire.

\*\*\*

Nos sociétés multiculturelles cherchent, dans l'incontournable voie de la laïcité et de l'humanisme, à fonder des valeurs permettant de vivre ensemble. Or, que nous propose-t-on, dans ce document du Vatican en particulier et dans toutes les religions en général? D'en revenir pour fonder nos décisions sur les croyances trop souvent délirantes de tribus illettrées et ignares ayant vécu il y a des millénaires.

Les gens ont, bien sûr, le droit absolu de penser ce qu'ils veulent, et d'adhérer à la secte de leur choix défendant toutes les confondantes bêtises délirantes qu'on voudra, y compris à la secte de l'Église catholique. Mais la société civile met des limites à ce droit. Par exemple: on ne touche pas aux enfants; l'Église et l'État sont séparés; vous êtes soumis aux lois; et vous devrez accepter d'être publiquement critiqués, en particulier par les rationalistes et les laïques qui n'en laisseront passer aucune.

Bienvenue dans la modernité, M Ratzinger. Quelle élégance, votre robe, ce soir.

En attendant, et partout dans le monde, la reconnaissance juridique des droits et unions gays et homosexuelles fait des pas de géant. Tant mieux.

Mais quelqu'un m'expliquera-t-il un jour ce que certains de ces gens-là ont tant à vouloir se marier?

NORMAND BAILLARGEON



Les Jim Murple Memorial, des environs de Paris, ont choisi ce nom en guise de clin d'oeil à tous ces musiciens dont la mémoire s'est évanouie comme leurs notes. Leur sarabande, forte en rythmes, constitue un véritable frisson tant leur sensibilité à fleur de peau fait figure de bouquet. Tout amateur de jazz et de musique jamaïcaine ska rock-steady risque l'apoplexie avant de se mettre à gambader de joie à l'écoute de ce troisième album au bonheur irrésistible et essentiellement acoustique. D'emblée, ça démarre avec Et bailler et dormir — une interprétation d'Aznavour célébrant la paresse. Et vian dans le capital!

Jim Murple Memorial,  
Let's spend some love,  
PIAS/Local Distribution

Funambule sur les cordes de métal de sa guitare acoustique, c'est tout seul, avec son public du Cabaret, que Stephen Faulkner (dit Cassonade) reprend la route de ses chansons. Mon grand cheval noir d'amour ressemble bien à l'air du large tandis que Porte-poussière relativise nos modestes efforts pour bouleverser le ronronnement ambiant qui ressemble vaguement à un suicide collectif.

Stephen Faulkner,  
Capturé vivant, La Tribu

RAMON VITESSE

## La forêt boréale: habitat du caribou ou réserve de papier-cul?

**R**ICHARD DESJARDINS ET ROBERT MONDERIE ont sonné l'alarme en 1999 avec leur film *L'Erreur boréale*, démontrant que les exploitants forestiers font la pluie et le beau temps dans notre forêt boréale. En décembre 2002, la Vérificatrice générale du Québec, Doris Paradis, provoque une deuxième onde de choc, accusant le ministère des Ressources naturelles (MRN) d'avoir perdu le contrôle de la gestion de la forêt québécoise. Allons-nous réagir avant qu'elle ne soit complètement transformée en pâtes et papiers et en papier-cul?

### Un patrimoine à sauvegarder

La forêt boréale du Canada s'étend sur toute la longueur du pays, du Yukon jusqu'au Labrador. Elle s'insère dans une couronne verte qui encercle la planète aux latitudes élevées, de la Russie à l'Alaska en passant par l'Europe de l'Ouest.

C'est le plus vaste écosystème du pays, composé d'un mélange unique de conifères et de feuillus — pin gris, sapin baumier, bouleau et peuplier. Elle abrite diverses figures emblématiques de notre Grand Nord: le caribou des bois, le loup, le castor, l'orignal, l'ours noir, et comprend près de 200 variétés d'oiseaux, de canards migrateurs et d'oies.

Les forêts boréales du Canada et de la Russie renferment près de 40% de tous les stocks de carbone de la planète; elles jouent par conséquent un rôle de premier plan dans la lutte contre les changements climatiques. L'ensemble des forêts boréales contient 80% de toute l'eau douce non gelée dans le monde. Au Québec, la forêt boréale représente 70% du couvert forestier (550 000 km sur une superficie boisée de 750 000 km). Plus de 90% de la superficie totale des forêts est du domaine public. Les entreprises forestières exploitent 70% du territoire de la forêt boréale, couvrant ainsi une superficie d'environ 340 000 km.

Chaque année, l'industrie forestière abat plus de 300 000 hectares de forêt au Québec et plus de 220 000 hectares en Ontario. Dans ces seules provinces, c'est l'équivalent d'une superficie forestière supérieure au territoire de l'Île-du-Prince-Édouard qui disparaît chaque année. Plus de 90% des étendues concernées font l'objet d'une coupe rase, certaines zones individuelles où on pratique la coupe à blanc dépassant parfois les 10 000 hectares, ce qui les place parmi les plus grandes étendues mises en coupe rase au monde. Certains prédisent que d'ici 25 ans, il ne restera plus rien dans la pessière noire (royaume de l'épinette noire) située au nord du 49<sup>e</sup> parallèle, parce que le Québec n'a aucune loi fixant des quotas de coupe dans cette portion de territoire.

La disparition de la forêt met en péril la survie des espèces qui l'habitent. Par exemple, la martre de Terre-Neuve et le carcajou sont déjà en danger de disparition,

le caribou des bois est menacé et le loup de l'Est du Canada fait face à une situation considérée comme préoccupante.

La forêt fait vivre directement 100 000 personnes et des milliers d'autres qui occupent des emplois secondaires. Le chiffre d'affaires annuel global s'élève à 20 milliards de dollars canadiens. Notre bois est vendu majoritairement aux États-Unis — bois d'œuvre, pâtes et papiers divers (papier hygiénique, essuie-tout, papier journal, etc.). Les deux géants de la transformation du bois en papier œuvrent au Québec: Scott Paper (propriété de Kruger) et Cascades. À eux seuls, ces manufacturiers représentent plus de 55% du marché canadien du papier.

### Se donner bonne conscience

Il y a ici et là des exemples de bonnes pratiques forestières au Québec, notamment la forêt Montmorency, une sapinière boréale au creux du parc des Laurentides (environ 8000 hectares) gérée par l'université Laval. Aussi, la forêt du lac Duparquet, une pessière noire en Abitibi-Témiscamingue (également 8000 hectares), gérée conjointement par les universités du Québec et de Montréal. Ces centres de recherche démontrent qu'on peut exploiter convenablement la forêt, comme on cultive un jardin et suscite un petit espoir. Cependant, ces initiatives sont tellement limitées que le ravage forestier se poursuit à un rythme alarmant. Les exploitants forestiers bénéficient du flou juridique qui règne au Québec pour couper à peu près autant d'arbres qu'ils le souhaitent sans risque d'être importunés par quiconque, ou presque.

Il se prélève seulement 27 000 hectares par année (sur plus de 300 000 hectares coupés) de bois certifié par le Forest Stewardship Council (FSC). Le FSC édicte les normes internationales de la gestion forestière écologique et certifie le bois coupé selon ses normes.

Que fera notre bon gouvernement et que retiendra-t-il des résultats de la Commission d'enquête sur la forêt qui devraient être déposés au printemps 2004? Le nouveau poste de vérificateur des forêts que l'on souhaite créer ne sera-t-il qu'un poste administratif de plus alors que notre forêt boréale va peu à peu se transformer en désert de souches pour qu'on puisse produire, entre autres, du papier cul et des bottins téléphoniques pour « faire marcher nos doigts »?

### Que pouvons-nous faire?

Bien des gestes peuvent être posés afin de sauvegarder la forêt boréale. Il n'y a aucune raison pour laquelle les consommateurs devraient se servir de papier hygiénique et de papier à lettre faits à 100% en provenance d'arbres de peuplement ancien. Achetez des papiers recyclés, autant que possible 100% post-consommation. Recherchez le sigle FSC (Forest Stewardship Council) sur les produits en bois ou en papier. Et puis vous pouvez aussi vous rendre à Québec le 21 septembre et manifester votre mécontentement devant les grands bonzes de la foresterie.

CLÔDE DE GUISE

## Le Show Boréal avec Richard Desjardins et les Zapartistes

Samedi  
27 septembre 2003

à 20 h au Medley  
1170, rue St-Denis, Montréal

\$25  
Billets en vente au Medley  
et chez Admission (514) 790-1245

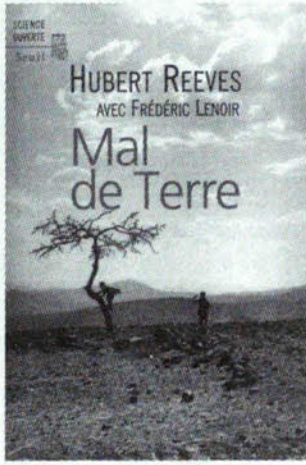
Les profits iront à l'Action Boréale Abitibi-Témiscamingue et au Réseau québécois des groupes écologistes



# Le cri du barbu

**M**AL DE TERRE, disponible dans une bonne librairie près de chez-vous (en fait même pas besoin d'aller dans une bonne librairie, n'importe quelle librairie, c'est toute la même chaîne de toute façon), est la plus récente charge verte, le dernier cri en matière de cri d'écologiste barbu.

Dans le rôle du barbu, un Hubert Reeves inquiet, informé et, en somme, assez inquiétant. Dans le rôle du cri, un « Réveillez-vous! » aussi constant que la revue du même nom mais bien plus crédible. Dans le rôle des désastres, six sujets toujours d'actualité: la qualité de l'air, l'énergie, l'agriculture, la pollution, les espèces menacées et la misère humaine.



Enfin, une autre qualité du représentant du Québec catholique au CNRS, c'est qu'il prend acte des critiques, y répond et affirme d'emblée les limites des connaissances actuelles. Il préfère donc un long cri intérieur et puissant aux cacophoniques claironnements de fin du monde auxquels la littérature écologiste française nous a habitués.

N'empêche, celui dont *L'espace prend la forme de son regard* aurait pu écrire un bien meilleur livre s'il n'avait pas commis deux impairs regrettables. Pourquoi, en premier lieu, écrire ce livre avec un Frédéric Lenoir relégué au rôle de faire-valoir inutile et à la formulation des questions? En tentant désespérément de se donner de la contenance par quelques remarques socio-philosophiques, il ne réussit qu'à faire étalage de sa suffisance et de sa pédanterie.

De plus, pourquoi faire un chapitre intitulé *Agir* si l'on n'y propose rien de concret? Les occidentaux auxquels s'adresse cet ouvrage se sentent impuissants face à la question de l'environnement, comment, en dehors d'une suggestion claire pour transformer cette situation, peut-on vraiment parler d'*Agir*? Au lieu de suggérer, celui-qui-a-écrit-plus-de-livres-qu'il-n'a-de-cheveux se contente d'espérer: «Après la disparition des idéologies sociales du XX<sup>e</sup> siècle, cette nouvelle cause [sauver l'humanité du naufrage] est susceptible d'engendrer de nouveaux dynamismes, en particulier chez les jeunes. Elle provoquera, espérons-le, une prise de conscience...».

Espérons-le, Hubert? C'est tout?

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Hubert Reeves, *Mal de Terre*, Seuil, Paris, 2003.

Il faut dire une chose sur ce cher Hubert (applicable à l'ensemble de son œuvre d'ailleurs): il sait vulgariser. Il est important de le souligner car la chose n'est pas simple à faire. Contrairement à beaucoup de prétendus vulgarisateurs qui vont uniquement simplifier les choses, Reeves sait utiliser les mots qui font comprendre jusqu'au bout la complexité d'un problème. Avant *Mal de Terre*, jamais je n'avais lu plus claire explication de l'effet de serre et des problèmes liés à l'énergie.

Admettons ensuite que les sujets qu'il approche sont un éventail bien choisi de ce que l'humanité devra résoudre si elle veut survivre. Car, ici, le père Noël de l'astrophysique ne nous laisse pas flirter avec le mythe d'une Gaïa sur son lit de mort qu'il faudrait à tout prix secourir. Au contraire, s'il est quelque chose à sauver c'est l'espèce humaine qui risque de disparaître bien avant que la vie sur Terre ne soit réellement menacée. Voilà qui nous sort du carcan franchement kitsch dans lequel s'enfoncent parfois certains groupes au demeurant bien intentionnés.

# La politique des temps ultimes

**S**IR MARTIN REES, scientifique anglais, se demande, dans un livre intitulé *Our Final Century*, si l'humanité aura même seulement la moitié des chances de survivre à ce qui se passera au XXI<sup>e</sup> siècle.

Isabelle Hachey, dans *La Presse* du 9 août, résume les inquiétudes de Sir Martin, les faits affolants sur lesquels elles se fondent, les dangers de toute nature dont la menace ne fait que croître: bioterrorisme, possibilité d'action de simples individus en cette matière, attaque nucléaire, désastre écologique, rapides avancées dans les sciences les plus à risques, etc. On peut certes ajouter la guerre elle-même, l'inextricable noeud des agressions et des ripostes, l'esprit de guerre relancé comme jamais par les initiatives belliqueuses de Washington, mais surtout, dans de telles conditions, l'incapacité de tourner les forces des grands États vers les tâches démesurées qui seront sans délai nécessaires pour le salut de l'humanité...

Déjà, il y a une dizaine d'années, le grand écologiste René Dumont avertissait que d'ici un siècle, nous finirions par nous heurter à l'impossibilité. C'était dire à peu près la même chose.

Mettez cela, s'il vous plaît, devant la politique dramatiquement anachronique et irresponsable des États-Unis. La guerre. La défense. L'impérialisme à tout prix. Des ressources colossales jetées là-dedans: toutes les ressources, pour ainsi dire. Le rejet péremptoire des politiques écologiques. Le foulement des peuples pauvres dans leur misère et dans leurs maladies. Aucune véritable tentative de révision des politiques universelles à partir d'une ébauche de retour vers la justice, vers la paix, sauf des semblants. Au contraire, la domination de l'argent, de la force, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, comme au XX<sup>e</sup>, mais pour des conséquences désormais sans commune mesure avec jadis.

C'est un mur, percé d'innombrables meurtrières. C'est l'Absurdité armée. On dirait que c'est déjà l'aveuglement final.

Une Réaction, infiniment peu plausible, devrait s'amorcer, ouverte sur la justice et sur la paix, prenant en compte le peu de temps qu'il reste et l'immensité des ressources qu'il faudrait consacrer à cela au lieu qu'à la guerre, laquelle prend tout.

Les USA, qui sont à cause de leur puissance sans rivale les premiers responsables de fait de la politique mondiale, sont par là même les premiers à qui revient la responsabilité de réorienter fondamentalement la politique des temps ultimes.

Mais mesurez la dérision. La dérision s'appelle Bush. Elle s'appelle aussi U. S. Incorporated.

PIERRE VADEBONCOEUR

*Our Final Century*, publié chez William Heinemann à Londres, – ou *Our Final Hour*, dans une édition américaine – (la traduction française sera disponible en février aux Editions J. C. Lattès)

# C'est reparti

La canicule aurait fait 3000 morts en France, soit autant que les attaques du 11 septembre contre les États-Unis. Du coup, la France s'apprête à envahir le soleil. Elle doit présenter une motion au Conseil de sécurité de l'ONU à ce sujet, mais s'inquiète que les États-Unis ne lui opposent leur veto.

# Surconsommons



**P**ARCE QU'IL EST BON DE SE BIDONNER et parce qu'il faut bien conscientiser les enfants à la surconsommation, voici un catalogue pour gaspilleurs rempli de produits absurdes: une laisse pour poisson rouge, une crème à épiler pour les cactus, une trousse de beauté pour les mouches. Le dessin est vif, les couleurs vivantes et puis c'est si drôle! Quand votre enfant vous dira qu'une laisse à poisson rouge «ça ne sert à rien», vous lui expliquerez que les adultes aussi ont des jouets qui ne servent à rien et que le plaisir est dans l'achat, non dans l'usage du cossin.

Elise Gravel, *Le Catalogue des gaspilleurs*, Éditions les 400 coups, Montréal, 2003.



On applôôôdit!

Montréal perd son Grand Prix.

# Changer la vie. Oui, mais comment?

**E**ST-CE QUE le programme social-démocrate est encore valable? Pour Serge Denis, professeur à l'Université d'Ottawa, l'origine de la social-démocratie se situe dans le mouvement ouvrier du 19<sup>e</sup> siècle et dans les programmes des différentes Internationales de travailleurs. Par le biais de partis politiques, la social-démocratie ouvrière s'est exprimée partout en Europe (partis travaillistes et socialistes en Angleterre, en France, en Suède, au Danemark, en Allemagne, etc.) et un peu ici au Canada (NPD, Parti québécois). Cependant, depuis une dizaine d'années, les partis sociaux-démocrates au pouvoir mettent de l'avant des mesures néolibérales et rompent peu à peu leur engagement face à leur base sociale populaire et ouvrière. Par exemple, le «nouveau» Parti travailliste de Tony Blair agit contre les intérêts de la classe ouvrière et trouve plus d'appuis, en fait, parmi les entrepreneurs et les membres de la City (le centre financier de Londres).

Pour expliquer ce phénomène, Denis avance une hypothèse radicale: le programme de la social-démocratie tel qu'il fut tracé au début du 20<sup>e</sup> siècle est tout simplement épuisé. Il n'a pas su suivre les changements politiques et surtout économiques récents. Il n'a pas su s'adapter à l'individualisme, à la montée des classes moyennes, à l'économie tertiaire, à l'évolution des relations internationales. C'est pourquoi, d'une part, la classe populaire ne fait plus confiance à ces partis qui s'en éloignent et ne reflètent plus ses préoccupations et, d'autre part, c'est pourquoi les partis sociaux-démocrates paraissent si démunis: ils ne font plus que réagir au néolibéralisme, que tenter de s'adapter aux circonstances et sont incapables de mettre de

l'avant un programme concret qui soit fort, rassembleur, qui offre une alternative et qui soit applicable.

Cela dit, que reste-t-il? Le communisme agonisant, le libéralisme humaniste se noie dans le néolibéralisme fluide et insidieux, le Pape est transformé en shaker à cocktails, que reste-il? Quelle morale, quelle éthique pourrait donner le goût de changer la vie, ensemble? Dans les mouvements sociaux récents, on dénote un rejet de la politique traditionnelle, une désillusion par rapport à la capacité de vraiment faire changer les choses en élisant des députés. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de morale et de valeurs qui s'expriment dans des discours politiques.

Par exemple, le copain Dupuis-Déri a décortiqué l'exemple des Blacks Blocs, montrant que derrière les cagoules il y a des gens qui réfléchissent et qui expriment un discours proprement politique sur le monde qui les entoure. On constate alors que les Blacks blocs sont une forme d'action collective qui découle d'une réflexion individuelle et collective sur le politique et sur les moyens légitimes pour changer la vie. Ce ne sont donc pas, comme l'affirment les médias et les policiers, des rassemblements chaotiques de casseurs et de pilleurs.

Par ailleurs, Tim Jordan traite, dans son dernier livre, de la morale et de l'éthique de ceux qui contestent le nouvel ordre global qui s'est installé avec la complicité des sociaux-démocrates. Jordan s'intéresse aux nouvelles dimensions éthiques et stratégiques des mouvements sociaux progressistes. Il explore plusieurs thèmes: celui de la non-violence dans l'action comme moyen

d'affirmer sa supériorité morale face à l'adversaire. Celui de l'action directe qui intervient maintenant sur le monde pour, soit empêcher qu'on le détruise (s'enchaîner à sa maison comme à Guindonville), soit construire immédiatement le nouveau monde (par exemple avec une «masse critique» de cyclistes qui bloquent la circulation et montrent qu'on est bien mieux à vélo). Le thème de la volonté de supprimer les hiérarchies et d'agir en commun afin de vivre et de s'organiser dans une réelle égalité. Celui du plaisir comme transgression de l'ordre établi, la festivité comme lien social émancipatoire. Le brouillage culturel pour tenter de prendre le contrôle de la production de symboles, etc. Ces éléments traduisent une éthique qui s'affirme dans l'action, qui se montre et se vit, qui est en mouvement.

Jordan utilise des exemples contemporains pour illustrer sa démonstration. Par exemple les Tute Bianche (Tout en blanc) du Sommet de Gênes qui veulent faire tomber le périmètre de sécurité par leur seul nombre, en submergeant les policiers; Reclaim the Streets (Réclamez la rue) de Londres qui s'empare des rues pour les transformer en fiesta et transgresser les normes actuelles d'utilisation des espaces publics; les Zapatistes qui

adoptent des stratégies qui vont à l'encontre du cadre politique mexicain et qui, ainsi, posent les problèmes en des termes nouveaux; les hacktivistes (hackeurs activistes) qui préfèrent l'anonymat et le brouillage intensif des ondes électronique, les raveurs qui préfèrent l'anonymat et la transgression festive des codes culturels, etc. Les exemples de logiques d'action sont nombreux, éclatés, fragmentés. Mais tous traduisent «de nouvelles éthiques, de nouvelles morales, qui se glissent dans les fissures de la société et finissent par former nos convictions de ce qu'est vivre bien».

Tout cela n'offre quand même pas encore de programme politique fort comme ceux de la social-démocratie, du communisme ou du libéralisme qui ont dominé la période de l'industrialisation. «L'altermondialisme» comme nouvelle idéologie de la gauche progressiste mondialisée a encore bien du chemin à faire avant de pouvoir contrebalancer le néolibéralisme actuel. Mais c'est la particularité de cette ligne de pensée politique que de promouvoir la différence et peut-être ne verrons-nous jamais de discours unifié dans l'altermondialisme. Peut-être sommes-nous à l'aube d'une nouvelle conception du politique.

MARCO SILVESTRO

Serge Denis, *Social-Démocratie et mouvements ouvriers – La fin de l'histoire?*, Montréal, Éditions du Boréal, 2003.

Tim Jordan, *S'engager! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris, Éditions Autrement Frontières, 2003.

Francis Dupuis-Déri, *Les Blacks Blocs – La liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux Éditeur, 2003.





# Instruire tout en amusant

L'industrie des jouets demeure toujours à l'avant-garde de la situation politico-économique mondiale et place l'éducation des enfants devant la recherche du profit à court terme, c'est bien connu. *Le Couac*, ne reculant devant rien pour instruire ses lecteurs au péril de la vie de ses collaborateurs, a testé trois jouets populaires.

## Police Force

Apprenez à vos enfants à contrôler une foule et à se défendre contre des manifestants pacifiques.

Cet agréable ensemble comprend une figurine de policier anti-émeute, un drapeau, un panneau de détournement de la circulation, un bout de barricade et une grosse mitraillette chargée de balles de caoutchouc. Instruisez vos enfants des réalités des manifestations contre l'ordre mondial en leur faisant simuler des charges sans avertissement et des arrestations musclées. Grâce à son bas prix, procurez-vous plusieurs ensembles et recréez l'environnement enfumé du Sommet de Québec. Pour simuler les gaz, nous vous suggérons un cigare de millionnaire.



## Pièces de monnaie impériales et cartes de crédit faussement fausses

Afin que vos bambins connaissent au plus tôt la valeur de l'argent et le fonctionnement du crédit, *Le Couac* vous propose un superbe ensemble de pièces de monnaie frappées à l'effigie de l'aigle impérial américain. Parfait pour initier les enfants aux principes de base du Monopoly et de l'exploitation de leurs semblables. Les

cartes de crédit sont des répliques officielles de vraies cartes: elles ont le même format, la même texture, des numéros d'activation et vous pouvez même recevoir un compte mensuel moyennant des frais d'activation proportionnels à l'utilisation que votre enfant en fera pour acheter des jujubes à 0,01 \$.

**Avertissement:** ne convient pas aux enfants de moins de trois ans car la mitraillette fonctionne vraiment.

**Avertissement:** ne convient pas au paiement des contraventions et des pensions alimentaires.

**Commentaire d'un jeune utilisateur ravi:** « Grâce à ce jouet réaliste et fabriqué en plastique solide, j'ai pu contrôler la protestation que certains éléments subversifs de la maternelle fomentaient. Ils refusaient d'apprendre à calculer des taux d'intérêts de placement. Ma mitraillette leur a fait très très peur et ils ont pleuré tout l'avant-midi. » Stéphane, 5 ans et demi.

**Commentaire d'une mère ravie:** « Grâce au réalisme frappant de ce jouet abordable et fabriqué en plastique solide, j'ai pu déjouer mon adolescent qui s'imaginait me voler de la vraie monnaie. De plus, ma fille de huit ans a pu s'acheter le string qu'elle désirait depuis si longtemps. Avec les pièces de monnaie impériales, elle a tout à fait l'air d'une vraie femme. » Édith, 30 ans.



## Figurines de l'Empire

Afin que vos enfants se nourrissent des hauts faits de l'administration de l'Empire, courez leur acheter les figurines de l'administration Bush II. Découvrez Dick Cheney en Grand-papa Pétrole, Donald Rumsfeld en Joker-le-roi-des-Menteurs et John Ashcroft en Tronçonneur-de-la-Justice. Doubleyou lui-même est disponible en deux formats: le Déserteur (personnage officiel) et le Héros de l'Aviation Patriotique (personnage fictif équivalent aux statues triomphantes de Saddam Hussein). Chaque figurine est accompagnée d'un livret des plus importants extraits des discours de chacun, gracieusement remaniés par le Département de la Sécurité intérieure de l'Empire afin de mettre en évidence les passages les plus importants.

## Commentaires d'utilisateurs ravis:

« Grâce à ces figurines réalistes construites en plastique solide, j'ai pu illustrer à mes élèves de façon amusante les grands moments de l'histoire contemporaine », Patrick, professeur au primaire. « Georges est si beau, si flamboyant, si viril dans son uniforme! », Josette, 20 ans.

<http://www.awolbush.com/action-figures.asp>

<http://www.hairyfishnuts.com/html/article-action.htm>

LE COUAC DINNER

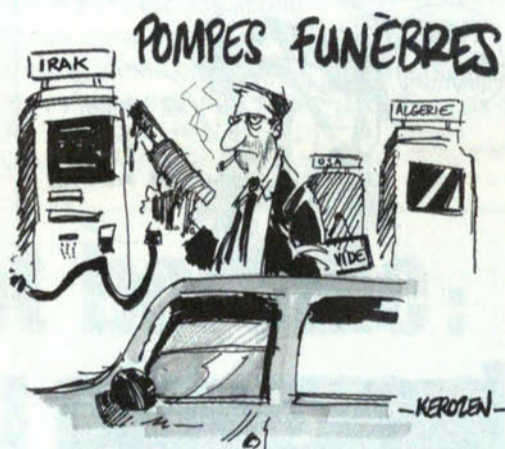


**Avertissement:** ne convient pas aux enfants intelligents qui pourraient comprendre les propos des discours.

## Sports extrêmes

Le sport, une activité de gars, commence à intégrer la féminité dans ses valeurs de risque et de performance. Le britannique Phil Shaw est le créateur du Repassage extrême, sport qui consiste à repasser du linge dans les situations les plus extrêmes: sous l'eau, en alpinisme, en parachute... Commentant les résultats du dernier championnat, il déclarait: « Les Autrichiens étaient incroyablement extrêmes (...) mais leurs chemises étaient pleines de boue et leur repassage horrible... » Le Mondial du Repassage extrême est commandité par le fabricant allemand de fers à repasser Rowenta.

Source: [www.extremeironing.com](http://www.extremeironing.com)



## Les petites menteries de Pettigrew

**G**EORGES W BUSH ET TONY BLAIR ont dernièrement éloquemment démontré au monde qu'ils étaient de gros menteurs. Mais à petit pays, petits mensonges. Au Canada, c'est la mini-rencontre informelle de l'OMC qui a permis à notre ministre du Commerce international de se laisser tenter par deux petits mensonges. Fautes commises quand on lui a demandé ce qu'il pensait des altermondialistes.

**Premier mensonge:** « Ils mènent un combat d'arrière garde tout comme Mgr Bourget dans le passé. »

Mensonge fait avec toute la suffisance académique qui enjolive chacune des sorties de Pettigrew. Mensonge ou ignorance crasse? Si on cherche dans le passé des concordances avec l'activisme des altermondialistes, c'est plutôt du côté des Patriotes qu'on doit regarder. Pas du côté des évêques ultramontains qui les ont combattus.

Qui a dit: « Il n'est jamais permis de transgresser des lois ou de se révolter contre l'autorité légitime sous laquelle on a le bonheur de vivre »? On verrait bien de nos jours Stéphane Dion dire ça, mais pas Jaggi Singh. En juillet 1837, Mgr Jean Jacques Lartigue fai-

sait cette recommandation à ses ouailles alors qu'il officiait le sacre d'Ignace Bourget, son successeur à la tête du diocèse de Montréal. Phrase assassine d'abord destinée à son cousin Louis-Joseph Papineau luttant pour l'instauration de la démocratie au Bas-Canada. Il faut avoir l'esprit drôlement tordu pour croire que les altermondialistes soient la continuité des Lartigue et Bourget plutôt que de Papineau et des frères Nelson.

**Deuxième mensonge:** « le conservatisme de Bourget et de ses successeurs a fait que l'Ontario est aujourd'hui une province plus riche que le Québec. »

L'économiste Pettigrew ne peut que volontairement faire de notre histoire une telle interprétation. Comme bien d'autres petits grenouilleurs et scribouilleurs avant lui, il trouve la porte de sortie du vieux mythe de la *priest-ridden society* afin de se déculpabiliser de travailler jour après jour contre les intérêts du Québec. Selon le ministre, ce serait uniquement les politiques de Bourget et de ses successeurs qui ont fait que l'Ontario soit plus riche que le Québec. Rien à voir avec la défaite des Patriotes qui a poussé Londres à favoriser une application

soutenue des recommandations de Lord Durham exigeant la minorisation et à la ghettoïsation du peuple canadien afin d'accélérer le processus du *nation building* canadien.

Comment croire, comme le voudrait notre ministre du Commerce international, que le jeu des altermondialistes risque d'accroître l'écart de richesse entre l'Ontario et le Québec? Statistiques Canada nous annonce que, pendant le premier semestre de cette année, cinquante mille emplois avaient été créés en Ontario alors que le Québec en perdait vingt mille. Cela n'a pas empêché le gouvernement Chrétien de déboursier trois millions et demie de dollars dans un méga-spectacle devant servir à restaurer l'économie touristique torontoise affectée par l'épidémie du SRAS.

Plus ça change, plus c'est pareil. À Montréal, on a préféré faire de la détention préventive pendant les trois jours qu'a duré la mini-conférence informelle de l'OMC, histoire de montrer aux maîtres du monde que le Canada réprime bien ses contestataires de l'ordre néo-libéral. Et petit Pierre d'applaudir!

CLAUDE G. CHARRON

## La priest-ridden society à la sauce Mario Roy

**P**ETTIGREW n'est pas le seul à faire un parallèle entre les altermondialistes et le conservatisme des élites québécoises d'avant la Révolution tranquille (voir l'article ci-contre). Si *The Gazette* y trouve son intérêt, Lysiane Gagnon et Mario Roy s'en délectent constamment et celui-ci plus que celle-là. Crise en santé, victoires de l'ADQ, terrorisme, tous les éditoriaux de l'auteur de *Pour en finir avec l'antiaméricanisme* deviennent prétextes à dénoncer la gauche et l'aile socio-démocrate du PQ. Argument toujours le même: l'interventionnisme d'État prôné par la gauche québécoise a une parenté idéologique avec le conservatisme de nos élites d'antan.

Un exemple parmi d'autres: l'éditorial *Le nouveau clergé* (*La Presse*, 8-09-02). Roy y fait une critique acerbe de l'essai de Peter Scowen, un anglo sans doute contaminé pour avoir trop fréquenté les bars du Plateau. Roy fait un rapprochement entre *Le Livre noir des États-Unis* et ce qu'il dénomme comme « premier pamphlet de la droite cléricale »: *Notre américanisation*. Roy insiste pour souligner que cet essai a été publié en 1937 « au moment où l'Allemagne nazie se prépare à la guerre et à l'Holocauste ».

Roy pense ici comme tous les Canadiens face à une France trop pro-québécoise, ou comme la presse états-unienne depuis la menace de veto de Chirac. Parce que les Américains ont contribué à débarrasser le monde de l'horreur nazie, il est défendu à la France et à un Québec « au douteux passé » de critiquer ce modèle de démocratie qu'est l'Amérique anglo-saxonne.

Roy conclut sa diatribe contre l'anti-américanisme de Scowen et ceux qui l'applaudissent en montrant ce pourquoi, on devait être contre les Américains. « Et, depuis le 11 septembre, les États-Unis, de concert avec la majorité des pays du Nord, sont réellement en train de compromettre l'avenir de la planète en ravivant une politique antimondialisation faite de barrières tarifaires et de subventions à la production, ce qui affame littéralement les pays du Sud. Cette tragédie est peu dénoncée. Et les anti-américains sont coupables, ici, de ne pas accabler l'Amérique. »

C'est un vernis progressiste que se donnent tout autant Roy que Pettigrew. Ils savent trop bien que ce qu'il faut surtout dénoncer, c'est le néolibéralisme triomphant qui a débuté sous Reagan et Thatcher et qui, malheureusement, se prolonge aujourd'hui malgré qu'on soit de plus en plus en mesure d'en apprécier les résultats néfastes.

Parce qu'ici, libéraux et péquistes au pouvoir n'ont pas totalement succombé aux admonestations des Claude Picher et Mario Roy, les Québécois ont jusqu'ici été épargnés de catastrophes qui sont loin d'être des *Acts of God*. Faut-il croire que la *priest ridden society* a eu du bon? En tout cas, elle a permis aux Québécois de ne pas se laisser aller à la tentation du moins d'État possible. En dernier ressort, c'est peut-être l'individualisme débridé lié à un certain fondamentalisme protestant qui fait que l'Occident tienne si peu compte du terrible tort que le protectionnisme des pays riches cause aux pays du Sud.

Faut-il se surprendre que les États-Unis aient délogé Boutros-Boutros Ghali à la tête des Nations Unies. Trop tiers-mondiste et... francophile à leur goût. N'en déplaise à Mario Roy, la dissidence à un ordre mondial qui ressemble de plus en plus à un gros désordre, passe nécessairement par une remise en question de l'impérialisme américain.

CLAUDE G. CHARRON

En concert, tous les soirs, de mai à septembre  
Aux berges du lac Castor  
"La symphonie des ouaouarons"  
Auberge, huttes et camping  
[www.laccastor.com](http://www.laccastor.com)

